

Brèves économiques d'Afrique australe

Faits saillants – Semaine du 13 au 20 octobre 2017

- Afrique du Sud : le gouverneur de la Banque centrale écarte le risque de dégradation de la notation de la dette souveraine à court terme
- Zimbabwe : objectifs de réduction de moitié du déficit budgétaire d'ici l'an prochain à -4 % du PIB
- Zimbabwe : remaniement ministériel (changement de ministre des Finances et de celui de la planification économique et de la promotion des investissements)

Région

Evolution nominale des taux de change contre l'USD :

	Taux de change Pour 1 USD le 20 octobre	Evolution des taux de change contre l'USD (%)			
		Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	13,4 ZAR	+2,7	-2,8	+6,8	+2,8
Angola	165,9 AOA	+0,0	+0,0	-0,0	-0,0
Botswana	10,3 BWP	+1,2	-1,9	+5,2	+4,3
Mozambique	61 MZN	-0,0	+0,5	+27,0	+17,6
Zambie	9,7 ZMW	-0,1	-3,9	+3,1	+3,0

(+) : appréciation

Source : Banques centrales nationales

Afrique du Sud

Le gouverneur de la Banque centrale écarte le risque de dégradation de la notation de la dette souveraine à court terme

Le 19 octobre, le gouverneur de la Banque centrale Lesetja Kganyago a affirmé qu'il était confiant que l'Afrique du Sud ne subirait pas de nouvelle dégradation cette année, grâce à « une réduction du déficit du compte courant, une amélioration de l'économie et une stabilisation de l'inflation ». Il affirme que même si le gouvernement n'atteint pas son objectif en termes de recettes budgétaires (le Budget présenté en février étant établi sur une prévision de croissance de 1,3 % pour cette année contre 0,7 % pour le FMI), on ne verra pas de déficits budgétaires comme on l'a vu au moment de la récession de 2008 (-6,8 % du PIB). De plus, les agences de notation, dont les décisions sont attendues pour le 24 novembre (*Standard & Poor's*, *Moody's* et sans doute *Fitch*), devraient vraisemblablement attendre la conférence nationale de l'ANC (16-20 décembre) et le Budget de l'année prochaine avant de prendre une décision. Pour autant, les autorités sud-africaines devront réussir à convaincre les agences de leurs engagements à préserver la soutenabilité des finances publiques (revue budgétaire de mi-parcours le 25 octobre), à restaurer un niveau de croissance suffisant pour adresser les défis sociaux, tout en avançant dans le domaine de la gouvernance.

Notations de la dette souveraine de long terme

	Fitch	Moody's	S&P
En rand	BB+ (-1) stable	Baa3 (+1) négative	BBB- (+1) négative
En devises	BB+ (-1) stable	Baa3 (+1) négative	BB+ (-1) négative

Avec entre parenthèses le nombre de cran au-dessus (+) ou en-dessous (-) de la catégorie spéculative

Augmentation des ventes de détail de +5,5 % en g.a en août, la plus forte depuis mai 2013 (Autorités)

En août, les ventes de détail ont crû de +5,5 % en g.a (après +1,6 % en juillet), grâce notamment à un effet de base important (stagnation des ventes en g.a en août 2016). Il s'agit du rythme de progression le plus rapide depuis mai 2013. Les ventes ont été dynamisées par celles des « autres détaillants » et de la grande distribution (*general dealers*). En moyenne sur les 8 premiers mois de l'année, les ventes ont progressé de +1,5 %, un rythme inférieur à celui de 2016 (+1,7 %). En rythme mensuel corrigé des variations saisonnières, les ventes de détail ont augmenté de +2,4 % en août

après avoir reculé de -0,7 % en juillet. D'ici la fin de l'année, si la consommation des ménages devrait bénéficier de l'amélioration du revenu disponible (reflux de l'inflation), elle va pâtir du manque de confiance des acteurs économiques (marché du travail dégradé, incertitude politique) et de la prudence des institutions financières s'agissant des conditions de prêt.

La confiance des entreprises et l'indice PMI s'améliorent mais restent faibles en septembre (SACCI, ABSA)

L'indice de confiance de la Chambre de commerce et d'industrie sud-africaine (SACCI) s'est amélioré à 93 points en septembre, après avoir connu son point le plus bas depuis 1985 en août (89,6 points). En parallèle, l'indice PMI mesurant l'activité au sein du secteur manufacturier a augmenté à 44,9 points en septembre après 44 points en août, portant la moyenne de l'indice sur les 9 premiers mois de l'année à 47,8 points (49,9 points en 2016). Malgré une remontée des deux indices en septembre, leur faiblesse traduit l'incertitude des producteurs à l'égard des perspectives économiques à venir.

Reprise de la croissance de la production manufacturière en août (Autorités)

Après 4 mois consécutifs de baisse, la production manufacturière a augmenté de +1,5 % en g.a en août après -1,1 % en g.a en juillet. En moyenne sur les 8 premiers mois de l'année, elle s'inscrit en recul de -1,2 % contre +0,7 % en moyenne l'an passé. En rythme mensuel, la production manufacturière a augmenté de +0,3 % en août après +1,5 % en juillet. Dans les prochains mois, le secteur bénéficierait d'un effet de base favorable et les entreprises orientées vers l'exportation profiteraient d'une augmentation de la croissance au niveau mondial (de 3,2 % l'an passé à 3,7 % cette année et 3,9 % en 2018 selon le FMI) et de la remontée des prix des matières premières. Cependant, les entreprises tournées vers le marché intérieur risquent de subir les conséquences du manque de confiance des agents économiques et de conditions d'emprunt toujours difficiles.

Hausse de l'inflation à + 5,1 % en g.a en septembre (Autorités)

En septembre, le taux d'inflation s'est élevé à +5,1 % en g.a (il avait atteint en juillet un point bas depuis septembre 2015 avec +4,6 %, avant d'augmenter à + 4,8 % en août), portant la hausse moyenne des prix à +5,5 % sur les 9 premiers mois de l'année (+6,4 % en 2016). Pour le 5^{ème} mois consécutif, l'inflation se situe en-deçà de la limite haute de la cible visée par la Banque centrale (3-6 %) après avoir été en dehors pendant 7 mois de suite. En rythme mensuel, les prix ont crû de +0,5 % en septembre après +0,1 % en août. Selon le FMI, l'inflation atteindrait +5,4 % en moyenne cette année.

Angola

Excédent commercial de 10 M USD au terme du premier semestre 2017 (Autorités)

Au terme du 1^{er} semestre 2017, l'Angola a enregistré un excédent commercial de 1 686 Mds AOA, soit 10 Mds USD (avec 16 Mds USD de recettes d'exportations contre 6 Mds USD d'importations), excédent similaire à celui du semestre précédent. Les exportations ont augmenté de +8,6 % en g. a. mais s'inscrivent en recul de -2,3 % par rapport au second semestre 2016. Les exportations sont principalement portées par les produits pétroliers (94 % du total). De leurs côtés, les importations de biens ont diminué de -3,4 % sur l'année mais ont augmenté de +3,9 % par rapport au second semestre 2016. Le commerce angolais s'est renforcé, avec un taux de couverture des importations par les exportations atteignant 256,7 % au terme du second trimestre 2017 contre 228,2 % au cours de la même période en 2016. Les principales destinations des exportations angolaises au cours de la période sont la Chine (26,2%) et l'Inde (4,4%). Les premiers exportateurs vers l'Angola sont le Portugal (9 %) et de Chine (8,1%).

Stabilisation de l'inflation à +25,2 % en g.a en septembre après 8 mois de baisse (Autorités)

En septembre, l'inflation s'est stabilisée à +25,2 % en g.a après avoir diminué pendant 8 consécutifs (point haut à +41,1 % en décembre 2016). Elle reste néanmoins à un niveau élevé avec une moyenne de +32,2 % sur les 9 premiers mois de l'année (+32,4 % en moyenne en 2016 et attendu à +30,9 % cette année selon le FMI). En rythme mensuel, les prix ont augmenté de +2,1 % en septembre après +1,8 % en août.

Les actifs des banques angolaises augmentent de +16 % en 2016 (Deloitte)

Selon l'étude annuelle du système bancaire effectuée par *Deloitte*, les actifs des banques angolaises ont augmenté de +16 % en 2016. L'étude souligne par ailleurs la forte concentration du secteur puisque 5 banques (*BPC, BAI, BFA, BIC, Atlantico*) des 25 analysées (sur les 29 présentes en Angola), détiennent près de ¾ de ces actifs.

L'Angola est la troisième destination des investissements chinois à l'étranger

Avec un montant de 16,6 Mds USD entre 2000 et 2014, l'Angola est la troisième destination des investissements chinois à l'étranger (4,7% du total), derrière la Russie (10,3 %) et le Pakistan (6,9 %). Globalement, ce sont au moins 110 projets financés par la Chine en Angola sur cette période.

Botswana

Légère baisse de l'inflation à +3,2 % en g.a en septembre (Autorités)

En septembre, le taux d'inflation a baissé à +3,2 % en g.a après +3,4 % en août (+3,4 % en g.a en moyenne sur les 9 premiers mois de l'année). Après +2,8 % en moyenne l'an passé, l'inflation s'élèverait à +3,7 % cette année selon le FMI. La faible progression des prix résulte essentiellement de la modération de l'inflation importée (appréciation graduelle du Pula face à l'USD depuis début 2016), du niveau toujours bas des cours du pétrole et de l'absence de pression par la demande.

Malawi

Poursuite du mouvement de désinflation en septembre à +8,4 % en g.a (Autorités)

Au plus bas depuis décembre 2011, le taux d'inflation s'est replié à +8,4 % en g.a en septembre après +9,3 % en août (+12,9 % en moyenne en g.a sur les 9 premiers mois de l'année après +21,7 % en moyenne en 2016). Selon le FMI, l'inflation atteindrait +13 % en moyenne cette année grâce au notamment au reflux de l'inflation alimentaire, au resserrement du *policy-mix* et à l'aide internationale.

Mozambique

Huit des vingt sociétés d'assurance mozambicaines sont en risque d'insolvabilité (Autorités)

Le secteur fait face à un déséquilibre causé par une augmentation des réclamations par les clients et par la détérioration de la situation économique du pays. L'ISSM (l'Institut de supervision des assurances du Mozambique) fait le suivi des sociétés concernées tenant compte de leur situation spécifique, cela inclue la conception et mise en œuvre de plans de redressement et d'assainissement, des demandes d'augmentation de capital, et élimination de stock et d'autres actifs. Le régulateur indique que la liquidation des sociétés serait la dernière option.

Zambie

Augmentation du taux d'inflation à +6,6 % en septembre (Autorités)

En septembre, le taux d'inflation a augmenté à +6,6 % en g.a après +6,3 % en août, portant la hausse moyenne des prix à +6,7 % sur les 9 premiers mois de l'année contre +17,9 % en moyenne sur l'ensemble de l'année 2016. En rythme mensuel, les prix ont augmenté de +0,3 % en septembre (0,1 % en août). Selon le FMI, l'inflation diminuerait à +6,8 % en moyenne cette année (effet de base favorable, appréciation du kwacha face à l'USD, normalisation des prix alimentaires, effet du resserrement monétaire en 2016).

Zimbabwe

Objectifs budgétaires 2018 : réduction de moitié du déficit budgétaire d'ici l'an prochain à -4 % du PIB et optimisme affiché sur les prévisions de croissance (Autorités)

Le 25 septembre, le Trésor zimbabwéen a présenté sa stratégie pré-budgétaire pour 2018, dans un contexte macroéconomique difficile (marges de manœuvre budgétaire extrêmement réduites, crise de liquidités, faiblesse de la croissance). Alors que la limite réglementaire s'agissant du plafond la dette publique (70 % du PIB) devrait être dépassée dès cette année (78 % du PIB cette année et 81 % en 2018 après 70 % en 2016), le Budget envisage un effort de consolidation budgétaire important. Après -8,4 % du PIB en 2017, le déficit budgétaire serait réduit à -4 % en 2018 (-

3,4 % selon les prévisions du FMI), grâce à une augmentation des recettes de +6 % (amélioration de la collecte des impôts) et une réduction des dépenses de -9 %. La baisse de ces dernières reposerait largement sur la réduction des dépenses de personnel (l'enveloppe dévolue aux traitements des fonctionnaires représente 90 % du Budget). En parallèle, la prévision de croissance 2017 a été revue à la hausse (de 1,7 % à 3,7 % désormais – contre 2,8 % prévu par le FMI) grâce à l'amélioration de la situation observée dans les secteurs agricole (+15,9 % en g.a cette année après 3 ans de décroissance), minier (+7,5 %) et de l'électricité (+10,7 % après 2 ans de décroissance). En 2018, la croissance s'établirait à 3 % (0,8 % selon les prévisions du FMI). Avec de tels objectifs, l'orientation du Budget 2018 peut être qualifiée d'ambitieuse. Bien que le document budgétaire n'ignore pas les causes structurelles des difficultés du pays, il reste évasif quant aux solutions à mettre en œuvre de façon concrète et n'apporte pas de précisions de coûts, d'organisations et de calendriers sur l'impact pour les comptes publics de plusieurs grands programmes, dont la poursuite de la *National Health Strategy 2016-2020*.

Remaniement ministériel : changement de ministre des Finances et de celui de la planification économique et de la promotion des investissements

La nomination d'Ignatius Chombo le 10 Octobre au ministère des Finances, en remplacement de Patrick Chinamasa, qui hérite du nouveau ministère de la Cyber-sécurité, a suscité des réactions très prudentes des milieux d'affaires. Si la *Confederation of Zimbabwe Industries* accorde « le bénéfice du doute » au nouveau ministre des Finances, la *Retailers Association of Zimbabwe* souligne qu'I. Chombo n'a que quelques mois pour réorienter l'économie dans la bonne direction, avant que le pays n'entre en période électorale (élections présidentielles en juillet 2018). Le nouveau ministre de la planification économique et de la promotion des investissements est Simbarashe Mumbengegwi, ancien ministre des affaires étrangères. Le remaniement gouvernemental n'a pas eu d'impact notable sur le *Zimbabwe Stock Exchange* (+1,25 % le jour même).

Augmentation de l'inflation à +0,8 % en g.a en septembre (Autorités)

Positive pour le 8^{ème} mois consécutif, l'inflation s'est élevée à +0,8 % en septembre après +0,1 % en août, portant l'inflation moyenne sur les 9 premiers mois de l'année à +0,2 % en g.a. La faiblesse de l'inflation traduit l'atonie de la demande intérieure, le manque de liquidités et le niveau très bas des prix des produits de base. Selon le FMI, l'inflation est attendue à +2,5 % en moyenne cette année et +9,5 % en 2018, ce qui diverge fortement des prévisions des autorités (respectivement 0,7 % et 2,6 %).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique pour l'Afrique Australe.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional de Pretoria s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie et des Finances.



Auteur : Service Economique Régional de Pretoria

Adresse : Ambassade de France en Afrique du Sud

Rédigées par : Hugo Fraschini

Revues par : Paul Raso et Pascal Carrere